

JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | www.jica.go.jp/french | Janvier 2019 Vol. 11 N° 1



L'histoire de la nouvelle JICA 10 ans et au-delà

Guider le monde en tissant des liens de confiance

Spécial :

L'histoire de la nouvelle

Guider le monde en tissant des liens de confiance

Shinichi Kitaoka

Président de l'Agence japonaise de coopération internationale

Tisser des liens avec les pays en développement grâce à l'approche japonaise de la coopération au développement

Je me suis rendu dans trois pays d'Afrique australe en août 2018. Au Malawi, l'un d'entre eux, la JICA a envoyé un total cumulé de plus de 1 800 volontaires, un chiffre jamais atteint ailleurs dans le monde. Les propos d'un volontaire m'ont profondément interpellé : « C'est dur de séjourner dans un endroit sans eau courante ni électricité, mais je suis content d'être venu ici ». Cette remarque m'a fait comprendre qu'en travaillant avec la population locale, non seulement les volontaires de la JICA font œuvre utile, mais ils s'améliorent aussi sur le plan personnel.

En 2017, la JICA a adopté une nouvelle vision — « Guider le monde en tissant des liens de confiance » — et énoncé sa double mission de « sécurité humaine » et de « croissance de qualité ». Le travail et l'attitude des volontaires de la JICA reflètent clairement les approches véritablement japonaises de « coopération plutôt que d'assistance » et de « respect des pays partenaires en se mettant à leur place et en réfléchissant avec eux, sur un pied d'égalité ». Ces attitudes fondamentales ne sont pas le propre des volontaires de la JICA, elles sont inhérentes à tous les types de coopération que nous déployons.

Je souhaite vivement que la JICA, en tant qu'institution, tire parti de ces spécificités japonaises et que la communauté internationale lui fasse confiance.

Partenariats bilatéraux entre les pays en développement et le Japon

Le sommet des Nations unies sur le développement durable a adopté les objectifs de développement durable (ODD) en 2015, année où je suis devenu président de la JICA. L'esprit des ODD, qui veut que « personne ne soit laissé de côté », est étroitement lié à la mission de la JICA relative à la « sécurité humaine ». Certains disent ne pas savoir par où commencer avec ces 17 objectifs vastes et ambitieux. Or, leur vaste portée peut être un avantage, car elle offre à la JICA et à ses partenaires l'occasion de renouveler leurs efforts. Les opportunités sont nombreuses, surtout en ce qui concerne nos partenariats avec le secteur privé, l'un de nos axes prioritaires de ces 10 dernières années. Nous restons fermement déterminés à soutenir les petites et moyennes

entreprises (PME) en particulier. L'une de nos missions essentielles consiste à faire le lien entre les compétences et les savoirs de PME japonaises innovantes et les besoins des pays en développement. Afin de faire avancer ce processus, la JICA met en place un système de soutien pour aider les PME à se développer à l'étranger.

La coopération de la JICA avec les pays en développement par le biais de partenariats ne se limite pas aux entreprises privées ; elle s'appuie également sur les autorités locales, les universités, les instituts de recherche, les ONG, les OBNL et organismes similaires. Ces partenariats contribuent directement à la revitalisation locale et insufflent une nouvelle dynamique au sein du Japon.

Le gouvernement japonais se concentre aujourd'hui sur l'« investissement dans des infrastructures de qualité », un des piliers de sa stratégie de croissance. Afin d'incorporer cette stratégie dans le travail de la JICA, j'ai retenu quatre principes – par ordre d'importance – qui serviront de points de référence pour évaluer le succès de nos activités :

1. Être utile au développement du pays concerné.
2. Contribuer à renforcer les relations entre ce pays et le Japon.
3. Être bénéfique à l'économie et aux entreprises japonaises.
4. Ne pas imposer de fardeau financier excessif à la JICA.

La construction d'infrastructures dans les pays en développement est essentielle et, en accord avec le premier principe, je souhaite remplir notre mission en faveur d'une « croissance de qualité » grâce à des projets qui contribuent bel et bien au développement des pays partenaires.

De même, en vertu de la stratégie indo-pacifique libre et ouverte du gouvernement japonais, nous travaillons en partenariat avec les garde-côtes japonais et l'Institut national d'études politiques (Graduate Institute for Policy Studies ou GRIPS) pour former notamment des garde-côtes philippins, et contribuer ainsi à garantir la liberté et la sécurité de la navigation dans les eaux qui baignent les pays de la région.

Respect mutuel et collaboration

La création de la nouvelle JICA en 2008 nous a permis de mettre en œuvre une coopération intégrée, en associant la coopération technique, les prêts et les dons. Mais d'autres efforts sont nécessaires pour que nous puissions exploiter pleinement cette opportunité. Le monde est en proie à d'importantes mutations, et d'aucuns prétendent que

JICA 10 ans et au-delà



certains pays africains sont en avance sur le Japon dans l'application des nouvelles technologies, notamment en informatique (TI) et dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Nous devons travailler main dans la main avec les pays en développement afin de déployer une coopération efficace pour l'application de ces nouvelles technologies.

À l'automne dernier, l'Agence a lancé une nouvelle initiative baptisée « programme d'études du développement de la JICA » en collaboration avec des universités japonaises. Nous invitons au Japon de jeunes leaders potentiels de pays en développement et nous leur transmettons des connaissances et des enseignements tirés de la modernisation du Japon et de son expérience de donateur d'APD après la deuxième guerre mondiale. Quand j'ai visité le Soudan du Sud avant de devenir président de la JICA, j'ai réalisé qu'il est essentiel que les fonctionnaires soient bien instruits et très compétents pour créer des sociétés et des moyens de subsistance stables et abondants. Je souhaite mettre à profit l'expérience du Japon pour contribuer au développement des ressources humaines des pays partenaires.

S'il est une chose que nous ne devons pas oublier lorsque nous revenons sur ces dix dernières années, c'est la tragique attaque terroriste qui a frappé Dhaka, au Bangladesh, en 2016. Nous avons déjà franchi plusieurs étapes dans le renforcement des mesures de sécurité, et au

lieu d'attendre une solution miracle, nous continuerons à travailler constamment au mieux de nos capacités.

Au début de cet article, j'ai parlé de la spécificité de l'approche japonaise en matière de coopération au développement. C'est une forme de coopération dans laquelle nous respectons nos pays partenaires, nous communiquons abondamment, et nous élaborons conjointement le plan d'action le plus adéquat. La posture du Japon, qui met l'accent sur la coopération plutôt que sur l'assistance aux pays en développement, suscite des réactions positives dans le monde entier. En outre, d'après les sondages, l'opinion publique japonaise reste très favorable à la coopération au développement. Les investisseurs apprécient les obligations émises par la JICA en tant que « contrats à impact social » et, à mes yeux, le succès de ce système de financement prouve que beaucoup de gens souhaitent apporter une contribution positive à la communauté mondiale. En conservant l'ambition d'être proche des pays partenaires et de mieux les comprendre, le Japon est sur la meilleure voie pour guider le monde en étant reconnu sur la scène internationale. Je me réjouirais de pouvoir compter sur votre soutien dans cette entreprise, afin de contribuer à faire du Japon un pays encore plus reconnu et respecté dans le monde entier.

Sécurité humaine et cr

Exemples concrets illustrant les deux piliers de la mission de la JICA.

Santé

SCÈNE
1

Les carnets de santé maternelle et infantile (SMI), un outil précieux au service de la vie

Pour une femme qui s'apprête à donner la vie, pour un enfant sur le point de naître ou pour un père qui veille attentivement sur eux, les carnets de santé maternelle et infantile (carnets SMI) jouent un rôle très utile partout dans le monde, car ils facilitent le suivi médical de la mère et de l'enfant. Ces carnets contiennent des informations essentielles pour guider la mère dans l'éducation de son enfant, pour l'aider à prendre soin de sa propre santé et de celle de son enfant, et pour les protéger de certains risques qui menacent leur vie.



Au Ghana, les carnets de santé maternelle et infantile sont émaillés d'illustrations qui les rendent plus facilement compréhensibles pour les mères et les autres membres de la famille. Les pères sont aussi présents sur ces illustrations, car on souhaite les encourager à prodiguer des soins et à apporter un soutien durant la grossesse, au moment de l'accouchement et après la naissance.

Fournir des informations compréhensibles et utilisables par tous

Le carnet SMI a été diffusé à travers le monde grâce au Japon. Avec l'appui de la JICA, neuf millions de carnets SMI sont distribués chaque année dans 29 pays. Le carnet SMI est un document important pour assurer un suivi sanitaire de la mère et de l'enfant, du début de la grossesse à la petite enfance. Mais le carnet SMI que la JICA contribue à promouvoir dans les pays en développement n'est pas qu'un simple dossier médical. Au fil de ses pages abondamment illustrées, on apprend ce qu'il faut faire quand on est enceinte, quels signes doivent alerter sur un danger pour les mères et les nourrissons, l'importance du rôle des pères dans l'éducation des enfants, et bien d'autres choses. C'est un livre à feuilleter de temps en temps pour s'instruire. Akiko Hagiwara, conseiller senior de la JICA, explique ce qui a présidé à la création de ce carnet :

« Toutes les informations figurant dans le carnet SMI sont très importantes, mais pour qu'elles soient utiles, il faut qu'elles soient présentées

d'une manière compréhensible par tous, et que les agents de santé puissent fournir des explications sur son contenu de façon sincère et dans un langage simple. Nous avons pris soin d'élaborer un contenu qui aide les mères à comprendre et à avoir confiance en elles, à se dire : "Je suis capable de faire cela. Je vais essayer". »

Garantir la sécurité humaine consiste notamment à protéger les individus de l'absence de services sociaux comme les services de santé et de soins médicaux. Il s'agit non seulement d'assurer cette protection, mais aussi d'en permettre l'appropriation par les bénéficiaires. Les mères et les autres membres de la famille peuvent jouer un rôle actif et prendre des décisions sur les moyens susceptibles d'améliorer leur propre santé.

Le Dr Hagiwara promeut actuellement l'utilisation du nouveau carnet de santé maternelle et infantile intégré auprès du ministère de la Santé et des services de santé du Ghana. Pendant des années, les femmes enceintes ghanéennes ont reçu deux carnets distincts, un pour elles-mêmes et l'autre pour leur enfant. Mais ce système méritait des améliorations, car les femmes



naissance de qualité

Sûreté et sécurité pour tous



La distribution des carnets SMI vient à peine de commencer au Ghana. Un millier d'agents de santé répartis sur tout le territoire national se forment actuellement à l'utilisation de ces outils afin de pouvoir dispenser des services de qualité.

enceintes ne savaient pas quoi faire quand leur état de santé ou celui de leurs enfants se détériorait.

« Si les mères disposent d'informations essentielles sur l'attitude à adopter et sur les signes de danger, elles peuvent décider elles-mêmes d'aller passer des examens ou de se faire soigner en dehors des rendez-vous programmés. Cela leur donne confiance en elles et les responsabilise. Par la suite, elles respecteront les visites programmées dans les établissements sanitaires, et consulteront un agent de santé pour protéger leur vie. Les carnets SMI intégrés permettent de faire le lien entre les mères et les services sanitaires, et constituent un outil d'autonomisation qui leur permet de vivre en meilleure santé. Au Ghana, les agents de santé reçoivent une formation qui leur permettra d'expliquer aux mères de façon respectueuse comment utiliser le nouveau carnet SMI intégré. Ils doivent faire comprendre à la population à quel point ce carnet est utile pour appréhender l'état de santé d'une mère et de son enfant, et combien il est important de consulter sans attendre les services capables de dispenser les soins appropriés. Un millier d'agents de

santé recevront dans un premier temps une formation de facilitateurs, avant de former à leur tour d'autres agents de santé sur tout le territoire ghanéen. »

Des conférences internationales sur le carnet SMI ont été organisées au Kenya et au Cameroun, et des efforts visant à promouvoir son utilisation sont déployés en Ouganda et dans d'autres pays africains. En collaboration avec la JICA, l'OMS a publié en 2018 des recommandations sur les fiches de santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant tenues à domicile. Le carnet SMI est appelé à jouer un rôle important en faisant le lien entre les ménages, les institutions médicales et les organismes publics.

La numérisation du carnet SMI est envisagée afin d'étendre le rôle de ce document à l'avenir. Les carnets SMI numériques pourront être intégrés à des dossiers de santé accompagnant les individus tout au long de leur vie. Pour la nation multilingue qu'est le Ghana, les applications numériques pourraient ouvrir de nouvelles voies pour fournir des informations en plusieurs langues aux mères et aux autres membres de la famille. Les carnets SMI deviennent des passeports pour une vie où la sûreté et la sécurité l'emportent.

SCÈNE

2

Réduction des risques de catastrophe

Partager l'expérience du Japon avec le reste du monde

Le Japon a été le théâtre de nombreux séismes, typhons et autres catastrophes naturelles. Cette expérience et les connaissances acquises ont été exploitées pour réduire les risques de catastrophe dans les pays en développement. Le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) a été adopté lors de la 3^e conférence mondiale des Nations unies sur la RRC qui s'est tenue à Sendai en 2015. Ce document reflète le vif désir de la JICA d'inscrire les projets de réduction des risques de catastrophe dans une double perspective de sécurité humaine et de croissance de qualité.

Initiatives de réduction des risques de catastrophe, piliers fondamentaux du développement économique et de la croissance d'une nation

Les populations pauvres des pays en développement vivent souvent dans des zones exposées aux catastrophes naturelles. Ces personnes sont très vulnérables quand une catastrophe survient, et elles s'enfoncent dans la pauvreté. Cette spirale négative catastrophe-pauvreté pèse sur les capacités nationales et régionales, et conduit à une détérioration de l'ordre public. Kimio Takeya, éminent conseiller technique auprès du président de la JICA, explique :

« La réduction des risques de catastrophe favorise la sécurité humaine et l'instauration d'une croissance de qualité. Le cadre de Sendai pour la RRC mise sur une politique visant à la fois à réduire la pauvreté et à gérer

les risques de catastrophe en s'engageant dans une réduction des risques de catastrophe axée sur le développement économique. »

Takeya, membre de l'équipe de négociation du gouvernement japonais ayant supervisé l'élaboration du cadre de Sendai pour la RRC, a également joué un rôle clé lors des négociations et des consultations préparatoires à Genève, où il a résumé l'essence de la réduction des risques de catastrophe.

« Sachant que l'investissement dans la prévention et la réduction des risques de catastrophes est d'un excellent rapport coût-efficacité et qu'il permet un développement durable, nous avons expliqué que, dans une perspective à long terme, il est plus important de réaliser cet investissement que de faire face au coût élevé des mesures d'urgence et de rétablissement à la suite d'une catastrophe. »

Qu'est-ce que le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ?

En 2015, la conférence mondiale sur la RRC qui s'est tenue à Sendai, dans la préfecture de Miyagi, a réuni plus de 6 500 participants, dont des représentants d'organismes internationaux, des chercheurs et des membres d'ONG venus de 187 pays. Elle a abouti au cadre de Sendai pour la RRC 2015-2030, un accord autour de quatre actions prioritaires et de sept objectifs.

[Quatre actions prioritaires]

1. Comprendre les risques de catastrophe.
2. Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer.
3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience.
4. Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.



Voici un exemple simplifié : si des mesures de lutte contre les inondations comme la construction de digues capables de résister à des crues centennales sont mises en œuvre, l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe peut prévenir les dommages causés par les inondations pendant 100 ans. Durant cette période, la plaine inondable peut se développer économiquement et, même si des inondations se produisent, la richesse accumulée pourra être utilisée pour la reconstruction, pour accroître la résilience. Ce raisonnement est à la base du concept d'investissement dans la réduction des risques de catastrophe. De tels investissements ne se limitent pas à l'érection de digues ; ils peuvent aussi servir à construire des installations résistantes aux typhons et des routes antisismiques. Takeya est un ardent défenseur de l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe. Pour lui, « le principe de base du cadre de Sendai pour la RRC est de considérer la réduction des risques de catastrophe comme un investissement pour la croissance durable de la nation. Ce cadre institue des mesures destinées à limiter les pertes économiques – il ne s'agit plus seulement de réduire efficacement le nombre de décès causés par les catastrophes – et à lutter contre la pauvreté. Cette approche est aussi conforme à plusieurs objectifs de développement durable (ODD) ». Le plaidoyer de la JICA a influencé l'Union européenne (UE), qui s'est employée à informer l'opinion publique avant d'adopter le cadre de Sendai pour la RRC. Son argument-clé : « Un euro d'investissement dans la réduction des risques de catastrophe peut éviter 4 à 7 euros de pertes et de dommages dus aux catastrophes naturelles ».

Perspectives de mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

Le Japon a créé une société résistante aux catastrophes en révisant ses normes et sa législation après chaque catastrophe de grande ampleur, et il alloue 5 % à 8 % de son budget annuel à la réduction des risques de catastrophe. En revanche, beaucoup de pays en développement n'ont pas pu consacrer un

budget suffisant à la RRC. Pour remédier à cette situation, la JICA a proposé le concept du « reconstruire mieux », qui prévoit l'édification d'une société plus résistante aux catastrophes après leur survenue. En capitalisant sur les connaissances et sur l'expérience du Japon, la JICA a mis sur pied un appui à la réduction des risques de catastrophe qui comprend la préparation de statistiques et de données sur les catastrophes et l'élaboration de plans à partir d'une évaluation des risques.

Takeya explique : « Au Vietnam, par exemple, des discussions ont eu lieu entre l'Autorité vietnamienne de gestion des catastrophes, d'autres organismes gouvernementaux concernés, le ministère des Finances et la JICA. Ces entités préparent la feuille de route pour la réduction des risques de catastrophe conformément au cadre de Sendai pour la RRC, ce qui implique d'étudier le profil des catastrophes dans ce pays et de prioriser les mesures en conséquence ». Il poursuit : « Pour réaliser les investissements adéquats, il est essentiel que le gouvernement central se concentre en premier lieu sur l'élaboration de politiques en collaboration avec les autorités locales, et que diverses entités – entreprises privées, ONG/OBNL, organismes internationaux et réseaux régionaux – s'acquittent de leurs missions respectives en vertu de ces politiques.

La responsabilité et le leadership des gouvernements jouent un rôle primordial dans la réduction des risques de catastrophe. Le renforcement de la gouvernance est donc la deuxième priorité d'action du cadre de Sendai pour la RRC. Ce n'est pas chose facile, mais nous continuerons à mener avec chaque pays des discussions portant sur la promotion et sur la mise en œuvre de ce cadre. »

Divers pays ont commencé à déployer des mesures conformes au cadre de Sendai pour la RRC dans la perspective de la croissance à venir. Ces stratégies multidimensionnelles de réduction des risques de catastrophe prennent également en compte la croissance économique et les mesures de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.

Chercher à reconstruire mieux



Ci-dessus : Yingluck, alors première ministre de Thaïlande (gauche) et Kimio Takeya (droite)
À droite : Beaucoup d'usines ont été endommagées par les inondations de 2011 en Thaïlande.



Le cas du séisme au Népal

En avril 2015, un séisme de magnitude 7,8 a secoué le Népal. Cet événement a fait plus de 30 000 morts et provoqué d'immenses dégâts, dont la destruction totale ou partielle de quelque 800 000 habitations. Des efforts ont été entrepris pour « reconstruire mieux », un concept qui va au-delà de la simple restauration de l'état d'origine des bâtiments en mobilisant des investissements à l'avance en vue de réduire les risques de catastrophe. La JICA s'est rendue dans la région sinistrée juste après la catastrophe et a proposé au premier ministre et au ministre des Finances du Népal une politique fondée sur le concept du « reconstruire mieux ». Outre la reconstruction de logements conformes aux normes parasismiques pour les sinistrés grâce à des prêts d'APD, des efforts ont été engagés pour restaurer et améliorer l'habitat. La JICA coopère également au maintien des infrastructures sociales et des institutions, par la reconstruction d'hôpitaux et de conduites de distribution d'eau et la remise en état de ponts, notamment. La JICA assure une coopération continue, allant des secours d'urgence juste après une catastrophe à un appui à la reconstruction à grande échelle, en promouvant le concept du « reconstruire mieux ».

Photo ci-contre et les deux photos ci-dessus : D'innombrables bâtiments situés à Katmandou, la capitale népalaise, et dans d'autres régions, se sont effondrés lors du séisme.



La façon de vivre des citoyens a beaucoup **changé.**

Les stations du métro de Delhi sont d'une grande propreté. Qui plus est, les trains sont ponctuels du matin au soir, comme au Japon.

SCÈNE 3

Infrastructures

Le métro de Delhi change les modes de vie en Inde

Un projet phare pour l'instauration d'une croissance de qualité — un des piliers de la mission de la JICA — a été mis en œuvre en Inde. La nouvelle infrastructure de transport de Delhi, la capitale indienne, a changé les modes de vie et de travail de ses habitants, et cette évolution devrait s'étendre à d'autres villes et à d'autres pays.

Vaste réseau de métro construit sur une période de près de 20 ans

La ville de Delhi connaît une croissance économique rapide qui ne se dément pas. Parallèlement, elle est en proie à des encombrements chroniques. Le métro de Delhi (système de transport en commun rapide de Delhi) a été construit pour désengorger les rues. Depuis sa mise en service, en 2002, le réseau s'est étendu. Avec ses 317 kilomètres de lignes (en novembre 2018), il est plus vaste que le métro de Tokyo, qui totalise 195 kilomètres. Grâce à des prêts d'APD, le Japon a soutenu de façon continue le développement du métro de Delhi depuis sa planification, en 1995.

À cette époque, en Inde, des retards importants dans la construction d'infrastructures étaient monnaie courante. Or, certaines sections du métro de Delhi ont même été achevées avant la date prévue et, en une vingtaine d'années, un vaste réseau de transport urbain est devenu opérationnel. Ceci grâce au leadership fort d'Elattuvalapil Sreedharan, le premier

directeur général de la Delhi Metro Rail Corporation, et aux efforts soutenus déployés par les employés du métro de Delhi et les consultants japonais impliqués dans la construction pour résoudre les problèmes. Shohei Hara, le directeur général du département Asie du Sud de la JICA, confie son point de vue sur Sreedharan et sur ses réalisations : « Cet ingénieur civil de profession a pris d'excellentes décisions ; il adoptait immédiatement les propositions des consultants japonais quand il était d'accord avec eux. Tous ceux – au Japon comme en Inde – qui ont été associés à la construction du métro de Delhi savent que cette réussite n'aurait pas été possible sans lui ».

L'Inde disposait déjà d'un gigantesque réseau ferroviaire sur son territoire, mais l'aspect sécurité n'était pas toujours pris en compte lors de la construction. Par exemple, le port du casque et de chaussures de sécurité sur les chantiers était loin d'être systématique, et les règles de sécurité en matière de vêtements n'étaient pas courantes. De même,



Une voiture réservée aux femmes dans le métro de Delhi. Il est devenu plus facile pour les Indiennes de travailler en ville car elles peuvent désormais se déplacer sereinement.



Les files d'attente policées rappellent celles que l'on voit au Japon. Et la conception des stations met l'accent sur l'accessibilité.



La mise en œuvre de mesures de sécurité sur les chantiers s'est imposée au fil de la réalisation des projets. Ces mesures sont désormais automatiques.



Dans la construction ferroviaire, l'aspect maintenance apparaît comme problématique. Le savoir-faire des entreprises japonaises est mis à profit dans ce domaine.

Les femmes jouent également un rôle actif dans le fonctionnement du métro de Delhi.



Si l'Inde conserve l'image d'un pays peu favorable à l'égalité des sexes, la Delhi Metro Rail Corporation promeut la création de milieux de travail accueillants pour les femmes.

aucune palissade ne délimitait les chantiers de construction, et il n'était pas rare de trouver sur les lieux des individus n'ayant rien à y faire. Avec l'aide de consultants japonais, la JICA a encouragé activement ses homologues indiens à se pencher sur les questions de sécurité et à utiliser des vêtements de sécurité et des palissades. Ces mesures ont été adoptées pour la construction des systèmes de métro à l'extérieur de Delhi et elles se sont généralisées en Inde.

Au début, les acteurs indiens doutaient de l'importance de certains aspects, comme une gestion attentive et rigoureuse de l'acquisition de terrains et le relogement des habitants conformément aux lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales. « Pourquoi aller jusque-là ? Les délais ne seraient-ils pas plus faciles à respecter si l'on écourtait le processus ? » objectaient-ils. Toutefois, la JICA a fini par leur faire comprendre que l'obtention du consentement des habitants et les efforts pour minimiser l'impact des travaux publics sur ces mêmes habitants étaient des principes fondamentaux, que cette approche permettait d'éviter des retards de construction et de réaliser plus rapidement les résultats du développement.

Innovations du métro de Delhi reprises dans d'autres villes et dans d'autres pays

Le métro de Delhi a grandement modifié le mode de vie d'une population qui, jusque-là, était tributaire des bus et des rickshaws comme moyens de transport principaux. Les Delhiites étaient constamment à la merci des embouteillages, sans compter les accidents de la route et les problèmes de

criminalité. Le métro de Delhi circule de 6 h 00 à 23 h 00 environ, il est climatisé pour plus de confort, et certaines voitures sont réservées aux femmes ; tous ces facteurs en font un mode de transport sûr et fiable. Le tarif de base de 10 roupies (environ 16 yens) est un peu plus cher que celui du bus, mais le nombre de passagers augmente régulièrement. De plus, ceux qui n'avaient pas l'habitude de former des files d'attente ont appris à monter à bord de façon disciplinée, à attendre derrière la ligne tracée sur le quai et à suivre les instructions du personnel de la station. Le développement du réseau ferré urbain a également modifié les comportements des Indiens. Selon Hara, « la JICA a assuré une coopération non seulement en finançant la construction physique du réseau, mais aussi en faisant adopter des mesures de sécurité et en influençant la société une fois la construction achevée. Tous ces facteurs ont produit des résultats exceptionnels, d'autant qu'ils ont coïncidé avec une période de changements sociaux en Inde ».

Forts de ces expériences, les employés de la Delhi Metro Rail Corporation interviennent aujourd'hui en tant que consultants. En s'appuyant sur le savoir-faire qui leur a été transmis par le Japon, ils participent à la construction de réseaux ferrés urbains partout en Inde, et dans d'autres pays comme le Bangladesh et l'Indonésie.

L'innovation que représente le métro de Delhi a contribué au développement de nouvelles ressources humaines et à l'instauration d'une « croissance de qualité », au-delà du développement des infrastructures. Cet impact devrait se poursuivre de diverses manières dans les villes où de tels changements sont nécessaires.

Réalisations de la no

Ces dernières années, la JICA a été confrontée à une profonde évolution des besoins des pays en développement, et des conditions sociales au Japon. Nous revenons ici sur le travail accompli par la JICA au cours des dix dernières années, et sur la trajectoire qu'elle a choisi d'emprunter dans le cadre de sa nouvelle structure.

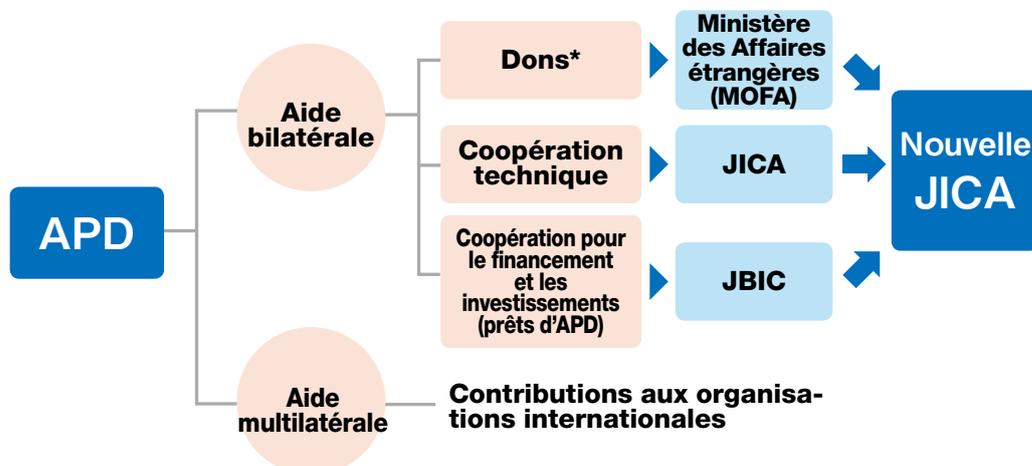
Une approche intégrée de la coopération technique et financière

Favoriser le développement grâce à un guichet unique de services



Keiichiro Nakazawa
Directeur général
Département de la stratégie
opérationnelle

Aperçu des activités de la nouvelle JICA (en 2008)



*À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.

Effets de l'intégration réalisée dans la zone économique spéciale au Myanmar

Depuis dix ans, la JICA met en œuvre une aide globale associant les trois principaux mécanismes d'APD que sont la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons. Les résultats sont évidents dans de nombreux domaines. Keiichiro Nakazawa, directeur général du département de la stratégie opérationnelle, cite l'exemple réussi de la zone économique spéciale de Thilawa, inaugurée au Myanmar en septembre 2015. Le développement du parc industriel dans la zone économique spéciale est géré par la Myanmar Japan Thilawa Development Limited (MJTD), une co-entreprise réunissant des sociétés de négoce et des banques japonaises, le gouvernement du Myanmar, et des entreprises locales.

La JICA a investi dans la MJTD et accordé des prêts d'APD pour l'extension – sur plusieurs dizaines de kilomètres – et l'entretien de la route principale menant à Rangoun, la plus grande ville du pays, ainsi que pour la construction de terminaux dans le port de Thilawa. La JICA a aussi assuré une coopération technique pour développer les capacités afin de mettre en place un centre de services à guichet unique dans la zone économique spéciale; cette structure permet de regrouper en un même lieu les formalités administratives

nécessaires pour les activités commerciales, de l'enregistrement des sociétés à l'attribution des permis d'investissement. La mise en place de ce centre a permis d'accélérer les procédures d'obtention de permis d'investir. Nakazawa explique : « Si deux organismes distincts – l'un fournissant une aide sous forme de prêts pour le développement d'infrastructures et d'un parc industriel, l'autre assurant une coopération technique pour la création d'un centre de services à guichet unique – fonctionnent de façon indépendante, comme c'était le cas auparavant, chaque organisme doit prendre ses propres décisions. C'est plus long et plus fastidieux, et le calendrier de mise en œuvre de l'aide est plus difficile à coordonner. Le fait de disposer d'une seule et même entité pour administrer tous ces services nous a permis de gagner en efficacité ». Il a aussi partagé ses propres expériences de l'approche intégrée des opérations au Bureau de la JICA au Myanmar. « Au Bureau du Myanmar, chaque membre est en charge de la coopération technique, des prêts d'APD et des dons et peut ainsi acquérir un savoir-faire étendu, ce qui lui permet de faire avancer les choses de façon harmonieuse. »

Contribuer à l'éradication de la polio en coordonnant l'aide technique et des financements innovants

Avant la refonte de l'organisation, Nakazawa a longtemps été en

ouvelle JICA

Le Pakistan lutte contre la polio. La photo montre un cours de sensibilisation à la vaccination préventive dans une école. Un expert japonais s'emploie à faire comprendre aux enfants l'importance des vaccins.



Le centre de services à guichet unique du parc industriel de Thilawa. Les entreprises clientes ont salué la rapidité des diverses procédures nécessaires au démarrage des activités économiques.



Les entreprises s'implantent les unes après les autres dans le parc industriel de Thilawa.

charge des opérations de prêts d'APD au sein de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC). « En exerçant ces fonctions, j'ai contribué au développement des infrastructures et à la construction d'installations, mais je n'ai pour ainsi dire pas eu la possibilité de participer directement à des activités comme le développement des ressources humaines. En effet, les pays partenaires hésitent à emprunter de l'argent pour engager des experts étrangers dans le but de développer des ressources humaines. Aujourd'hui toutefois, la JICA détache des conseillers ou des experts dans le cadre de la coopération technique ; ils contribuent au développement des ressources humaines parallèlement à celui des infrastructures. Cette évolution permet au Japon de mieux répondre aux besoins des pays en développement, et je crois vraiment qu'elle a un impact plus significatif sur le développement. »

Autre exemple illustrant parfaitement la façon dont l'intégration des opérations s'appuyant sur des partenariats peut créer un dispositif innovant : les efforts de la JICA pour éradiquer la polio au Pakistan par le biais de la coopération technique. Pour pouvoir redoubler d'efforts dans ce domaine, il était nécessaire de disposer de financements de plus grande ampleur. À cette fin, le gouvernement pakistanais a bénéficié d'un prêt d'APD à faible taux d'intérêt et, par la suite, un accord de coopération a été signé avec la

Fondation Bill & Melinda Gates, qui s'attache également à éradiquer la polio. L'accord stipule que, si le gouvernement pakistanais met en œuvre son plan national d'action d'urgence pour l'éradication de la polio avec succès, la Fondation remboursera le prêt d'APD à sa place. Outre ce prêt, la JICA a fourni une coopération technique pour l'administration du vaccin antipoliomyélitique dans le cadre d'un programme de vaccination de routine, et un don pour des vaccinations prioritaires supplémentaires. Ces efforts ont permis d'atteindre les niveaux cibles, notamment en termes d'augmentation de la couverture vaccinale, et d'améliorer ainsi les conditions de santé des Pakistanais.

De tels progrès n'auraient pas été possibles si la JICA s'était contentée de déployer une coopération technique, ou la JBIC d'octroyer des prêts d'APD. Bien entendu, c'est la nouvelle structure de la JICA qui a permis de conjuguer tout cela.

Nakazawa nous confie sa vision de l'avenir : « Il appartiendra à la JICA non seulement de continuer à améliorer les effets de l'administration intégrée de plusieurs mécanismes d'aide, mais aussi de créer un mécanisme de flux financiers pour le développement, y compris ceux du secteur privé, afin de répondre de manière adéquate aux besoins des pays en développement ».

Messages *de*

Nos partenaires au Japon



Les activités de la JICA sont menées avec la coopération de diverses entités. Nous avons reçu des messages chaleureux de certains de ces partenaires

Coopération continue dans la lutte antivectorielle

Entreprise privée

Atsuko Hirooka, membre de la direction, Sumitomo Chemical

Nos relations avec la JICA, qui remontent aux années 1990, englobent une collaboration technique pour promouvoir la lutte antipaludique par les insecticides. Depuis 2010, les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en Afrique et dans d'autres régions du monde contrôlent l'utilisation de nos moustiquaires Olyset® (des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée recommandées par l'OMS pour prévenir le paludisme). En 2011, un modèle commercial permettant aux villageois kényans d'acheter des moustiquaires remboursables par versements mensuels a été adopté pour le programme de promotion des activités commerciales à la base de la pyramide (BoP)* de la JICA.

Cela fait longtemps que je m'occupe de l'Afrique, et j'ai été amenée à rencontrer beaucoup de collaborateurs de la JICA. Ils travaillent sur de nombreux projets ambitieux dans des endroits difficiles d'accès pour les entreprises, et leur enthousiasme, leur mentalité m'ont inspirée. Ils agissent à titre de représentants du Japon, et ils sont très présents.

La distribution des moustiquaires se poursuit depuis plus de 10 ans en Afrique. Étant donné que de nouveaux produits ont vu le jour durant cette période, les activités renouvelées doivent communiquer aux habitants des informations sur leur utilisation, leur efficacité et d'autres informations. Je suis très reconnaissante à la JICA pour sa collaboration ; l'Agence possède une vaste expérience dans le domaine de la santé et elle s'est implantée localement. J'espère que nous pourrions poursuivre le renforcement de notre collaboration.

*Activités commerciales durables pour la base de la pyramide (BoP) dans les pays en développement (ciblent les personnes dont les revenus ne dépassent pas 3 000 USD par an, soit environ 70 % de la population mondiale).



Ci-dessus : À Makueni, au Kenya, dans le cadre du programme de promotion des activités commerciales BoP de la JICA. Hirooka est la troisième personne en partant de la droite. À gauche : Visite au supermarché de Nairobi, au Kenya, qui vend les Olyset® Classic.

Former des ressources humaines ayant des compétences mondiales

Hideyuki Nagasawa, Ancien président, Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro

Université



Membres de la neuvième équipe d'étudiants envoyés comme volontaires à court terme au Paraguay en août 2017, dans le cadre du projet de partenariat JICA-Obihiro. Ils ont dispensé des conseils aux producteurs laitiers sur les méthodes de traite.



Nagasawa (à gauche) et Hideyuki Kabeya, qui a été volontaire japonais pour la coopération à l'étranger au Paraguay en novembre 2015.

L'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro est le seul établissement proposant un programme universitaire de quatre ans dans la région de Tokachi, sur l'île d'Hokkaido. Elle s'est implantée dans la communauté comme centre de recherche universitaire dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la médecine vétérinaire.

De nombreux membres de l'Université ont été envoyés comme conseillers, participants à des formations et volontaires diplômés, ce qui a tissé des liens profonds entre cette institution et la JICA. En 2004, pour renforcer la collaboration, l'Université a intégré dans ses programmes d'études la coopération internationale, en faisant l'une de ses spécificités marquantes. L'année suivante, elle a été la première université japonaise à signer un accord de collaboration avec la JICA en vue d'une contribution internationale.

En 2008, j'ai été nommé président et j'ai cherché à créer une université centrée sur les étudiants. Nous avons inclus le mot-clé « international » dans notre vision en raison de notre partenariat avec la JICA. Dans le cadre du projet de partenariat entre la JICA et Obihiro lancé en 2012, des étudiants ont été envoyés pour une courte période au Paraguay en qualité de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger. Les étudiants ont la possibilité d'apprendre la langue du pays et d'acquérir les connaissances nécessaires avant de partir, afin de pouvoir s'acquitter plus efficacement de leur mission. Je pense que ce projet leur permet de faire l'apprentissage du monde, de découvrir des cultures locales et de devenir des ressources humaines aptes à trouver des solutions aux problèmes.

Le travail en partenariat avec la JICA a créé de nouvelles opportunités dans le cadre de l'enseignement universitaire. J'espère que la JICA continuera à renforcer son partenariat avec notre université.

Instaurer un partenariat dans le secteur de l'environnement

Hitoshi Arita,

Directeur général, Services des eaux et de l'assainissement de Kitakyushu

En 2013, la JICA et la ville de Kitakyushu ont signé un accord de partenariat global et étendu leur partenariat dans de nombreux domaines, dont les services des eaux et de l'assainissement. L'une des réalisations les plus saillantes, baptisée « Miracle de Phnom Penh », est le développement du réseau de distribution d'eau de la capitale durant la période de relèvement qui a fait suite à la guerre civile. Ils ont également introduit au Vietnam la technologie avancée de traitement des eaux mise au point par la ville de Kitakyushu, et accueilli plus de 5 000 stagiaires venus de 155 pays. Aujourd'hui, Kitakyushu encourage activement les efforts tournés vers la réalisation des ODD.

Cette réussite n'aurait pas été possible sans le soutien global de la JICA. Ce partenariat offre aux employés municipaux la possibilité d'acquérir une expérience à l'étranger et s'avère très utile pour le développement des ressources humaines. De plus, pour accroître la compréhension au sein de la population, des activités de formation des ressources humaines ciblant les jeunes sont menées en coopération avec la JICA. Des lycéens ont été envoyés au Cambodge l'an dernier, et au Vietnam cette année ; à leur retour, ils ont fait des exposés lors de réunions organisées par la ville. Ces actions sont très efficaces pour le développement de la prochaine génération de ressources humaines.

La demande relative aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne cesse de croître dans les pays en développement. En capitalisant sur la technologie et l'expérience de Kitakyushu, nous continuerons à promouvoir la coopération internationale fondée sur notre partenariat étroit avec la JICA.



Lycéens de Kitakyushu envoyés à Phnom Penh en 2017 dans le cadre du programme de formation de jeunes ressources humaines.



Un projet de coopération technique au niveau local dans le domaine de l'assainissement a démarré en 2018 à Hai Phong, au Vietnam. Arita a participé à la réunion de lancement.

Apporter un soutien efficace à la réduction des risques de catastrophe en faisant équipe

ONG

Mitsuko Otsuyama, responsable des opérations à l'étranger, SEEDS Asia



Un soutien à la réduction des risques de catastrophe a été apporté dans le cadre d'un projet mené en collaboration avec le Bureau de l'éducation de la préfecture de Hyogo sur l'île de Cebu, aux Philippines.



Otsuyama parle de l'importance de la réduction des risques de catastrophe aux Philippines.

SEEDS Asia, une organisation non gouvernementale établie à Kobe, est une plateforme nationale et internationale pour la réduction des risques de catastrophe qui existe depuis le grand séisme de Hanshin-Awaji de 1995. Elle se consacre principalement à des activités de réduction des risques de catastrophe dans la région Asie-Pacifique.

Si l'aide est bien évidemment indispensable quand une catastrophe se produit, nous pensons que la préparation aux catastrophes avant leur survenue permet de mieux protéger les vies humaines et la communauté. C'est pourquoi nous concentrons nos efforts sur la réduction des risques de catastrophe. Toutefois, il y a des limites à ce qu'une ONG peut accomplir seule ; il est donc nécessaire de travailler en partenariat avec les autorités locales, les universités et d'autres entités, et de consolider les expériences et les enseignements. La coopération technique de la JICA au niveau local s'est avérée très fructueuse en ce qui nous concerne. Dans le cadre d'un projet mené en collaboration avec le Bureau de l'éducation de la préfecture de Hyogo, nous avons pu partager le savoir-faire que nous avons accumulé au Japon en matière de réduction des risques de catastrophe avec l'île philippine de Cebu. Nous avons également bénéficié de l'aide de professeurs d'universités japonaises et d'experts de différents domaines au Bangladesh et au Myanmar, ce qui nous a permis de nous informer mutuellement sur la situation dans ces pays. Je pense que le fait d'établir des liens avec les équipes locales nous permet de fournir concrètement des mesures de soutien plus efficaces.

Le cadre de Sendai pour la RRC et ses objectifs ont été adoptés à la conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe organisée à Sendai en 2015. Nous espérons travailler conjointement à la réalisation de ces objectifs, et renforcer ainsi la résistance des pays, des villes et des populations face aux catastrophes.



Nos partenaires à l'étranger



La coopération de la JICA est axée sur la population

Martha Lidia Zelayandia
Ambassadrice
de la République du Salvador



Formation pratique dans le cadre de l'enseignement infirmier.

Cette année marque le 50^e anniversaire de l'envoi des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger au Salvador. Les activités des volontaires sont utiles à la croissance du Salvador, et le Japon profite en retour des diverses expériences acquises par les jeunes Japonais dans un pays étranger. Il est formidable de constater qu'une initiative aussi avantageuse pour tous se poursuit depuis aussi longtemps.

Le Salvador, pays volcanique sujet aux tremblements de terre et sensible aux changements climatiques, possède un environnement naturel comparable à celui du Japon. La coopération de la JICA joue par conséquent un rôle important pour la réduction des risques de catastrophe. Ces dernières années, le projet d'assistance technique destiné à améliorer la résistance aux séismes des habitations a donné d'excellents résultats.

Dans le domaine de la santé, la coopération technique pour la formation de base en soins infirmiers, que nous avons baptisée « Projet des anges », s'est aussi révélée fructueuse. L'amélioration de la santé publique aide les gens à travailler dans de bonnes conditions et à sortir de la pauvreté. Par ricochet, elle entraîne une amélioration de la sécurité publique, un enjeu important au Salvador. Le pays s'est appauvri en raison de la guerre civile qui a sévi jusqu'en 1992, mais les Salvadoriens sont travailleurs par nature, et ils ont l'esprit d'entreprise. L'instauration d'un environnement

social stable fera émerger ce potentiel latent et mènera à la croissance économique.

Quand la princesse Mako d'Akishino a visité le Salvador en 2015 pour commémorer le 80^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, des Salvadoriens lui ont confié que la coopération japonaise avait contribué à l'amélioration de leur mode de vie. Ce message avait d'autant plus de poids qu'il provenait de citoyens ordinaires, et non de représentants du gouvernement. Il reflétait parfaitement l'importance de la mission de coopération de la JICA pour la population.

Mon souhait pour l'avenir est que la JICA étende la portée de ses projets. La diffusion des résultats de la coopération à l'échelle de tout le territoire aura un impact encore plus important. Une coopération efficace et continue accroîtra également la présence du Japon au Salvador.

Le Salvador et la JICA

La JICA participe également à des activités visant à revitaliser l'économie, à développer l'emploi et à préserver l'environnement, dans le but de promouvoir un développement durable et indépendant au Salvador. Les pays d'Amérique Centrale sont confrontés à des défis communs en matière d'environnement et de risques de catastrophe. Le siège du Système d'intégration centraméricain (SICA) se trouve au Salvador, ce qui permet à la JICA de promouvoir des projets coopératifs dans l'ensemble de l'Amérique Centrale.

Voix du terrain

Mahmood Ahmad Jilani

Conseiller spécial (retraité), Bureau de la JICA au Pakistan



M. Jilani est récompensé par le Certificat d'honneur du ministère des Affaires étrangères (MOFA) qui lui est remis par M. Kurai, ambassadeur du Japon au Pakistan.

Depuis son enfance, Mahmood Ahmad Jilani a toujours souhaité apporter sa contribution à son pays. Il en a saisi l'opportunité en 1988, lorsque son ami l'a incité à postuler pour un poste au sein de la JICA. Après trois décennies de participation à l'ensemble des activités de la JICA au Pakistan, son rêve de longue date s'est bel et bien réalisé. Les nombreuses récompenses prestigieuses qu'il a reçues de la part des gouvernements pakistanais et japonais témoignent de l'énorme impact qu'il a eu sur le développement de son pays, et de sa capacité à servir de trait d'union pour promouvoir l'harmonie entre le Pakistan et le Japon.

Il a commencé dans un petit bureau ne comptant que quatre

Partenariat entre la Tanzanie et la JICA

Mathias M. Chikawe

Ambassadeur, République unie de Tanzanie

Je souhaite féliciter la JICA à l'occasion du 10^e anniversaire de sa fusion avec la division des opérations de coopération pour le développement économique à l'étranger, refonte qui a donné naissance à une organisation unique baptisée « nouvelle JICA ».

Quand nous avons accédé à l'indépendance en 1961, le Japon a été le premier pays d'Asie avec lequel nous avons établi des relations diplomatiques. Le Japon a ouvert son ambassade à Dar es Salam en 1966, et la Tanzanie a ouvert son ambassade à Tokyo en 1970. Depuis lors, nos deux pays entretiennent de bonnes relations bilatérales et multilatérales.

Au fil des années, la JICA a aidé la Tanzanie dans de nombreux secteurs, dont les infrastructures, l'éducation, la santé et l'eau, et depuis l'avènement de la nouvelle JICA il y a dix ans, cette coopération n'a cessé de s'intensifier.

Je suis sûr que, sous la direction éclairée de M. Shinichi Kitaoka, le président de la JICA, et de son équipe, la coopération entre le Japon et l'Afrique — et la Tanzanie en particulier — sera encore renforcée.

Au nom du peuple et du gouvernement de la République unie de Tanzanie, je tiens à remercier le peuple et le gouvernement japonais pour l'aide qu'ils nous apportent depuis tant d'années.

La Tanzanie et la JICA

Depuis les années 1960, la JICA accueille des participants tanzaniens dans ses formations et envoie des experts techniques japonais en Tanzanie. La Tanzanie connaît une croissance économique régulière depuis 2000, et la JICA y déploie diverses formes d'aide tels que l'envoi de volontaires, l'octroi de dons, coopération technique et prêts d'APD. La coopération se poursuivra dans de nombreux domaines dont l'amélioration des routes et le développement d'autres infrastructures, la fourniture d'électricité, l'approvisionnement en eau et les soins de santé.



\SUJET! /

Réduire les encombrements dans la capitale

Le Japon contribue à l'entretien et l'amélioration des routes de Dar es Salam depuis les années 1980. De grandes artères ont été aménagées dans la ville dans le cadre de 18 projets de dons ; la plupart de ces routes ont donc bénéficié de l'aide japonaise. Le Carrefour de Tazara, sur l'un des grands axes reliant l'aéroport de Dar es Salam au centre, est l'un des plus engorgés de la ville. Les travaux de construction du premier croisement dénivelé ont été achevés en octobre 2018 grâce à une aide sous forme de don de la JICA. Les Tanzaniens en attendent beaucoup ; ils apprécient la qualité et l'esthétique des infrastructures japonaises, et l'application de mesures de sécurité durant la construction.



employés où il a dû assumer de nombreux rôles ; grâce à son ingéniosité et à ses vastes compétences, il est resté pleinement impliqué dans les projets – de la conception à la mise en œuvre – alors même que la coopération de la JICA au Pakistan ne cessait de croître et de se diversifier. Il peut désormais contempler avec fierté les succès obtenus en matière de gestion des catastrophes, d'éducation, d'agriculture, d'irrigation et dans bien d'autres domaines, tandis que la prochaine génération de collaborateurs de la JICA assure la relève.

Jilani rappelle que la contribution de la JICA au développement du Pakistan s'inscrit dans un contexte plus large : le Japon est en effet le plus grand partenaire de développement du Pakistan depuis 40 ans. Le Japon a joué un rôle crucial par sa contribution à la mise

en place d'infrastructures énergétiques et de transport essentielles, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, et surtout, au développement des ressources humaines du pays, avec plus de 4 500 Pakistanais formés dans de multiples secteurs au Japon.

Pour Jilani, si la contribution du Japon au Pakistan est significative par son ampleur, c'est aussi la plus sincère parmi tous les pays qui fournissent une aide à son pays. Il espère que la JICA et le Japon maintiendront leur aide au développement, afin que les générations présentes et futures n'oublient pas l'énorme contribution apportée par le Japon au fil de ces 60 années de coopération. Enfin, Jilani souhaite exprimer sa profonde gratitude à tous ses collègues de la JICA et du ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'aux nombreux citoyens japonais qui ont soutenu son pays

60^e anniversaire des relations entre l'Indonésie et le Japon et rôle accru de la JICA

Ginandjar Kartasasmita

Professeur, Institut national d'études politiques



Né en 1941. Il a suivi des études à l'étranger à l'Université d'agriculture et de technologie de Tokyo (TUAT) tout en fréquentant l'Institut de technologie de Bandung (ITB). Le professeur Ginandjar a occupé de nombreux postes importants : il a été notamment ministre d'État de la Planification du développement national, ministre chargé de coordonner l'économie, les finances et l'industrie, président de la Chambre des représentants régionaux (DPD) et membre du Conseil consultatif du président. Pleinement impliqué dans la coopération économique avec le Japon, il joue un rôle de trait d'union entre les deux pays. En 2008, il s'est vu remettre le prestigieux « Grand Cordon de l'Ordre du Soleil levant ». Depuis 2018, il est membre du Conseil consultatif international (CCI) de la JICA. Il est actuellement président par intérim de la Croix-Rouge indonésienne et président de l'Association pour l'amitié entre l'Indonésie et le Japon.



En juillet 2018, la JICA a organisé la deuxième réunion du Conseil consultatif international (CCI). Le professeur Ginandjar (deuxième rang, deuxième à partir de la gauche) y participe en tant que nouveau membre du Conseil.

Nous commémorons cette année le 60^e anniversaire des relations entre l'Indonésie et le Japon. Ces 60 dernières années, le Japon a été une source extérieure de développement importante et vitale pour l'Indonésie. Dans le même temps, l'Indonésie est le plus grand partenaire de développement du Japon. Du développement du bassin versant du Brantas dans l'est de Java dans les années 1950, à la construction du système de transport en commun rapide (MRT) de Jakarta qui devrait s'achever en 2019, l'APD du Japon a soutenu les infrastructures, l'agriculture, l'industrie, les ressources naturelles, l'éducation, la santé et la croissance sociale de l'Indonésie.

La longue histoire de la coopération entre l'Indonésie et le Japon et l'expérience acquise dans ce domaine nous permettent d'envisager le passage à l'étape suivante. Nos deux pays ont besoin d'élargir leur partenariat de développement, de s'appuyer sur des innovations continues et sur un plus haut niveau de technologie pour de meilleures contributions et des contenus à plus forte valeur ajoutée. Nous autres Indonésiens devons améliorer notre gouvernance et nos capacités d'absorption. Par ailleurs, bien que la JICA fasse partie de l'administration publique, elle pourrait réduire la

bureaucratie. La JICA envisagera peut-être d'alléger ses approches bureaucratiques et de laisser place à davantage de flexibilité. La préparation nécessaire au développement de six pêcheries centré sur les îles extérieures de l'archipel indonésien a été finalisée en une année seulement. Cela prouve que la JICA peut être plus efficace et réactive, surtout sous la direction et le leadership actuels, progressistes et axés sur les résultats.

La JICA souhaitera peut-être également renforcer ses principes de coopération, en ce qui concerne notamment l'assistance aux partenariats, son approche des projets et des programmes, et les évaluations des résultats à partir des produits jusqu'aux réalisations. Les plans d'investissement et les activités des programmes de la JICA doivent encourager le regroupement des ressources en combinant les actifs du secteur public avec des initiatives privées.